

SEUL  
CONTRE TOUSSpinoza, le maudit  
Page B 6

IDÉES

Des jeunes  
qui s'accueillent eux-mêmes  
Page B 5

LE DEVOIR

C A H I E R  
B

## PERSPECTIVES

Les émissions de GES des entreprises

Kyoto :  
au travail!  
*Ottawa semble avoir  
adopté la ligne dure*HÉLÈNE BUZZETTI  
DE NOTRE BUREAU  
D'OTTAWA

Il a été dit cette semaine, lors de l'annonce des projets financés par le gouvernement fédéral pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), que le plus gros du travail restait à faire. Le plus gros, c'est de réduire les émissions des grands émetteurs industriels, qui représentent presque 50 % des GES au Canada. Ils devront réduire leurs rejets de 55 mégatonnes, soit le quart de toutes les réductions que le Canada s'est engagé à effectuer en signant le protocole de Kyoto. L'affaire est loin d'être dans le sac, mais ce qui est clair, c'est que le gouvernement n'a pas beaucoup de sympathie pour les entreprises qui disent avoir déjà accompli des réductions dans le passé et que leur fardeau doit conséquemment être moindre.

*«S'ils ont apporté des changements à leurs procédés, mais que c'est ce qu'ils auraient fait, Kyoto ou pas, je ferais valoir que c'est donc le statu quo, explique un fonctionnaire proche des négociations. Les compagnies changent continuellement des pièces de leurs usines, de leur machinerie ou de leurs procédés, mais une bonne partie de ce qu'elles font, elles le font pour rester compétitives dans l'industrie mondiale. Si c'est quelque chose qu'elles auraient fait nonobstant Kyoto, c'est dur pour elles de dire: "Hey! On s'est donné tout ce trouble pour faire des investissements et cela doit être pris en considération.»*

Ce haut fonctionnaire rejette aussi l'argument voulant que ce sont les premières réductions de gaz à effet de serre qui sont les plus faciles à effectuer (et les moins coûteuses) et que les avant-gardistes seront donc désavantagés financièrement.

*«J'ai déjà entendu cela, mais je ne sais pas si c'est toujours le cas. Parfois, on réduit ses émissions, mais ce n'est pas nécessairement parce qu'on voulait les réduire. C'est parce qu'on voulait changer quelque chose dans son usine et que c'était logique économiquement.»*

En fait, le gouvernement se dit prêt à accorder un répit aux entreprises ayant déjà pris des mesures dans le passé pour devenir plus propres, mais celles-ci devront remplir certains critères. Chacune devra démontrer:

- que les gestes faits dans le passé étaient reliés aux activités directes de leur entreprise et qu'ils ont permis de réduire les émissions au Canada;
- que l'investissement a créé un désavantage financier pour leur compagnie;
- que leur entreprise est un chef de file mondial pour ce qui est de la quantité de ses émissions de gaz à effet de serre. Ce critère signifie que l'entre-

prise doit être parmi les plus performantes, d'un point de vue «vert», au monde. Une entreprise qui ne ferait que rattraper un retard par rapport à son secteur ne remplirait pas ce critère; ■ que la réduction des GES est significative par rapport à 1990, sinon le gouvernement considèrera que cette réduction aurait été effectuée de toute façon et qu'elle ne remplit donc pas les conditions requises.

Ce que tout cela signifie, c'est qu'une entreprise qui aurait amélioré sa performance environnementale simplement parce qu'elle suivait les tendances de son secteur n'est pas considérée comme ayant pris des mesures hâtives. Il faut que l'entreprise ait délibérément adopté des façons de faire différentes ayant des conséquences économiques désavantageuses seulement pour «la bonne cause». Il y aura aussi une limite à la reconnaissance

«Au cours  
des 25  
dernières  
années,  
nous avons  
investi pour  
améliorer  
notre  
efficacité  
énergétique»

d'actions prises dans le passé, question de s'assurer qu'on peut toujours atteindre la cible de 55 mégatonnes de réduction de GES auprès des industries lourdes.

*«Il y a une certaine reconnaissance des gestes faits dans le passé, mais les conditions sont tellement onéreuses que je doute que quiconque puisse se qualifier», estime Dan Paszkowski, vice-président de l'Association minière du Canada.*

Le gouvernement fédéral vise quatre secteurs lorsqu'il parle des grands émetteurs de gaz à effet de serre: la production et la distribution des produits pétroliers, les mines, le secteur manufacturier et la production d'énergie.

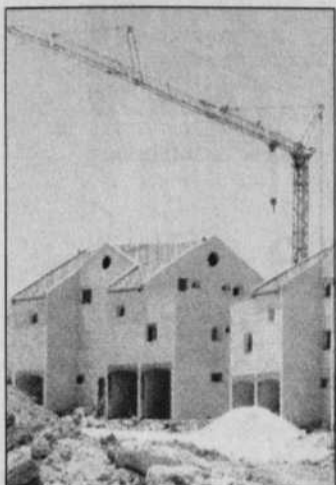
M. Paszkowski rappelle que l'industrie minière n'a pas de contrôle sur le prix de son produit. *«Nous concurrençons sur nos coûts de production. Au cours des 25 dernières années, nous avons investi pour améliorer notre efficacité énergétique.»*

De plus, on en a contre le processus adopté par Ottawa. Le gouvernement entend faire une projection sur les émissions moyennes de chaque secteur en 2012 et imposer des réductions de 15 % par rapport à cette projection.

*«Nous avons un problème avec cela parce que, par exemple, nous n'avons que deux producteurs de nickel au Canada. Ces deux seules compagnies établissent la moyenne. Elles pourraient être les plus efficaces au monde, elles devraient encore réduire de 15 % leurs émissions», continue M. Paszkowski.*

Les manufacturiers et exportateurs du Canada tiennent le même discours. *«Nous avons réduit nos émissions de 2 % par rapport à 1990. Nous avons presque accompli Kyoto par nous-mêmes!», lance Jason Myers, économiste senior.*

Ce n'est pas avant la fin de l'année prochaine que le gouvernement entend signer des ententes avec les compagnies.

REUTERS  
Une colonie en construction près de Gaza.Manque de logements  
en IsraëlUn prétexte  
aux  
implantationsCATHERINE  
DUPEYRON  
LE MONDE

Goush Katif — Une femme parle dehors au téléphone, protégée du soleil par une pièce de tissu trouée. Ses enfants jouent à l'intérieur. Autour, dans les maisons voisines, toutes construites à l'identique, il n'y a pas âme qui vive. Une trentaine sont vides: leurs habitants sont partis ou jamais arrivés. Les portes ouvertes claquent à tous les vents.

Linconnue habite Gadid, une colonie de Goush Katif, dans le sud de la bande de Gaza. L'implantation, créée en 1982, compte quelque 200 habitants. Plusieurs familles sont parties depuis le début de l'intifada, mais discrètement, sans effectuer officiellement leur changement d'adresse. Il ne faut pas que ça se sache: cela pourrait donner des arguments à ceux qui, comme La Paix maintenant, militent pour l'évacuation des colonies.

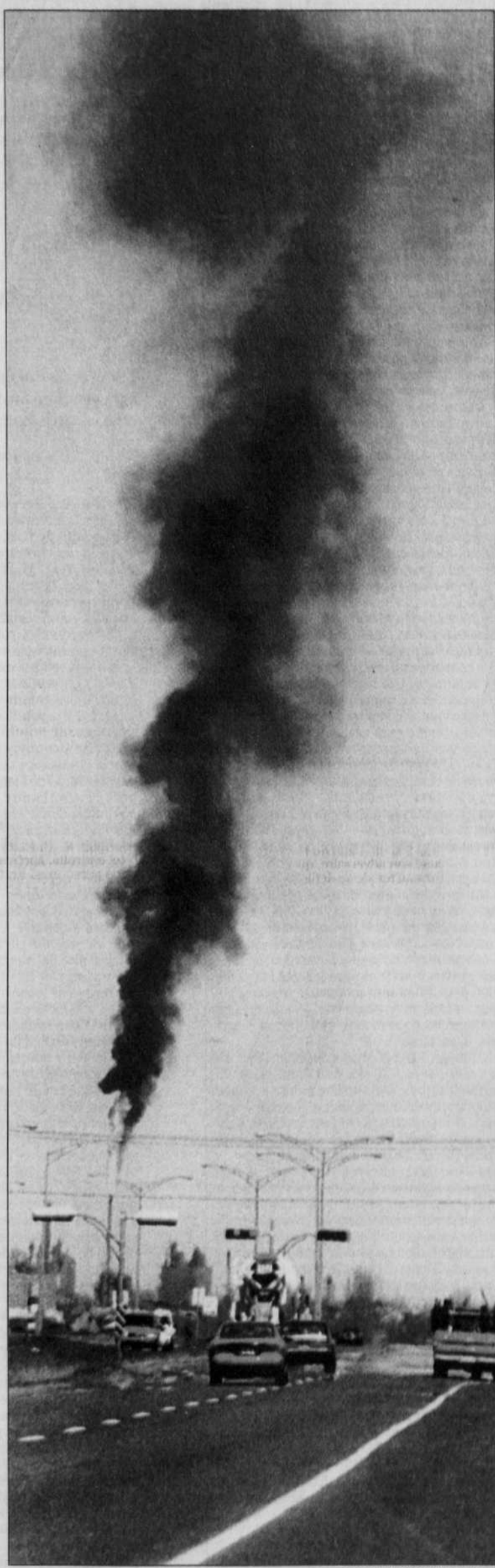
L'organisation de gauche israélienne dénonce la politique du gouvernement, comme cet appel d'offres, publié il y a une quinzaine de jours, pour la construction de 22 nouvelles maisons à Neve Dekalim, une implantation qui jouxte celle de Gadid. À ceux qui ont souligné que cela constituait une infraction aux engagements d'Israël pris dans la «feuille de route», le nouveau plan de paix, un responsable israélien a précisé que c'était bien peu de chose comparé aux manquements des Palestiniens, qui «ne respectent même pas la première ligne de la "feuille de route", qui appelle au démantèlement de l'infrastructure terroriste».

## Nouveau programme

Pour justifier ce nouveau programme de constructions, les officiels invoquent la croissance naturelle de la population. Quelque 7000 Israéliens habitent dans les colonies de la bande de Gaza. *«Il y a une crise réelle du logement», précise Eran Sternberg. Le porte-parole des colons de Gaza ajoute aussitôt: «Que veulent-ils que l'on fasse? Que l'on commence à pratiquer l'avortement de masse?»*

Or, à Neve Dekalim, qui compte plus de 2000 personnes, comme dans presque toutes les autres colonies de Goush Katif, il y a de nombreuses demeures inhabitées. À Atzmona, encore plus au sud, certains logements n'ont jamais été terminés. Il faut dire que ces derniers se situent dans une zone exposée aux tirs palestiniens du camp de réfugiés de Tell as-Sultan, à l'extrême sud de la bande de Gaza. Pourtant, à l'entrée de la colonie, des ouvriers roumains mettent la dernière main à la construction d'une école.

Pour Dror Etkes, de La Paix maintenant, les choses sont claires: *«L'objectif du gouvernement n'est pas de pourvoir aux besoins en logements, qui sont inexistant, mais de faire capoter le processus de paix.»* Son analyse est tout aussi critique sur le démantèlement des postes avancés, dits «illégaux» en Cisjordanie. Depuis les promesses d'Ariel Sharon faites au sommet d'Alkaba, début juin, l'armée a évacué treize postes avancés, mais douze autres ont été créés ailleurs.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Ottawa se dit prêt à accorder un répit aux entreprises ayant déjà pris des mesures dans le passé pour devenir plus propres.



PATRICK DOYLE REUTERS

Jean Chrétien (au centre) en compagnie du ministre de l'Environnement David Anderson (à gauche) et du ministre de l'Industrie Allan Rock, mardi dernier.

*«S'ils ont apporté des changements à leurs procédés, mais que c'est ce qu'ils auraient fait, Kyoto ou pas, je ferais valoir que c'est donc le statu quo»*

## • PERSPECTIVES •



Jean Dion

### Restez calmes

**P**fff. Sont un peu moumoues, les Ontario-Américains, trouvez pas? Une petite panne de jus de rien et paf, 15 minutes plus tard, ils sont là à nous raconter ça en direct à la télé avec une gueule de fin du monde. Il faudrait leur dire que nous, on en a eu une vraie, panne. Une panne d'homme, à faire s'agenouiller les pylônes. Trois ans, qu'elle a duré (j'ai même un ami dans le Triangle de givre chez qui le courant n'est pas encore revenu, mais c'est peut-être parce qu'il ne paie pas ses comptes).

En plus, nous, les pannes, on se les tape en hiver, quand c'est dangereux. Pas par une belle journée d'été quand le soleil se couche à neuf heures, non monsieur. On se fait des barbecues dans le salon, on va bûcher de l'épinette avec de la neige jusqu'au cou, on mange des conserves de raviolis froides. Et on ne se plaint pas, non monsieur.

Cela étant, il existe une forme de divertissement passionnante à pratiquer lorsque survient un pareil «événement». Vous vous installez devant votre téléviseur, vous sintonisez l'un des quarante postes à diffuser la tragédie en continu et vous écoutez. Vous attendez qu'il se dise une connerie, puis vous changez de chaîne. En général, cela prend entre 15 et 30 secondes.

L'occasion est aussi excellente d'observer le journaliste à l'état de nature. Génétiquement, le journaliste est programmé pour affecter les choses graves, ce qui lui permet de justifier son existence fiévreuse. Aussi, si la situation est sous contrôle et qu'il ne se passe rien de particulier, il vous en fera part avec un petit air déçu. Ou alors, il vous dira qu'il ne se passe rien de particulier, mais qu'il est «absolument extraordinaire», dans les circonstances, qu'il ne se passe rien de particulier.

Donc, oui, tout d'abord, à RDI, il y avait l'animatrice en studio qui discutait le bout de gras avec la correspondante à Washington. «Les gens doivent être inquiets dans le métro de New York...», a dit l'animatrice. «Imagine, oui», a dit l'autre qui était, je le rappelle, à Washington, bondance. Changement de poste.

Oh, voici Dan Rather. 146 ans, mais toujours droit comme un chêne, Dan. D'entrée, il sert un avertissement à l'auditeur. «Vous allez entendre des informations contradictoires», prévient-il, soulignant que la situation n'est pas toujours claire dans les premières centaines de minutes qui suivent une catastrophe électrique. Mais pourquoi, Dan, avec toute la force de ta vaste expérience, tu ne livres pas en ondes que des informations vérifiées? Es-tu en train de nous dire que tu racontes n'importe quoi sous prétexte de remplissage? Allez, bye, Dan.

Contenu canadien: Newsworld. «Je sais qu'il est difficile pour vous de répondre à cela, Chose, mais y aura-t-il des actes de pillage?», s'enquiert l'homme-ancre auprès de son envoyé spécial, lui aussi à Washington. Mais que veux-tu qu'il en sache? Zap.

CNN. Ma préférée. Une image et cinq lignes qui défilent sans arrêt avec des nouvelles résumées en une phrase qui ne veut rien dire. À CNN, le gars demande à une quelqu'une: «Par rapport au 11 septembre, y a-t-il une différence dans la façon dont les autorités doivent réagir?». Ben non, mon coco, le 11 du 9, deux gratte-cieux ont joué les châteaux de cartes, 3000 personnes sont mortes, le feu était poigné partout, et là, il ne se passe rien d'autre que du monde qui marche dans la rue, mais il faut réagir de la même façon. Ciao.

Tiens, le réseau TVA. «Les gens semblent avoir été surpris par cette panne.» Arrête-moi donc ça, toi là. Moi, quand je débambule dans un lieu public, je songe toujours: et s'il y avait interruption de courant dans cinq secondes? Puis j'attends cinq secondes, et s'il y a toujours jus, je répète l'exercice. Ainsi, je m'évite d'être surpris. Par ici, ma télécommande chérie.

ABC. Du sérieux: on interroge un expert, il s'appelle Granger Morgan et il est rattaché à la Carnegie Mellon University. «Alors M. Morgan, dites-nous un peu, quelle doit être la priorité dans ces circonstances?». Et que voulez-vous-tu qu'il réponde à cela, le prof Morgan, hummm? Il dit: «La priorité est bien sûr de rétablir le courant.» Tiens, toi. Vite, je veux revoir Dan.

Le voici. Toujours cet air d'enterrement, monsieur Rather. Je me demande d'ailleurs quelle face il a lorsqu'il assiste à un vrai enterrement de quelqu'un qu'il connaît: ça ne doit pas être publiable. Enfin, Dan en est rendu à l'énumération des consignes de sécurité: «1. Restez calmes.» Il la répète cinq ou six fois, probablement pour qu'on s'énervé et qu'il vaille dès lors la peine de nous dire de rester calmes. «2. Buvez beaucoup d'eau.» Quand il y a de l'électricité, vous pouvez boire du Coke, mais pas en ce moment. «3. ...»

Ah mais, un instant, Dan. T'es-tu rendu compte que les consignes que tu évoques là, si on peut les entendre, c'est qu'on a du courant, donc qu'on n'en a pas besoin?

C'est idiot, une chanson. C'est fait pour faire pleurer les petites filles. Mais parfois, on se fait prendre. J'en porte une au cœur depuis plusieurs mois, depuis la première fois que je l'ai entendue.

«Je n'ai pas peur de la route / Faudrait voir, faut qu'on y goûte / Des méandres au creux des reins / Et tout ira bien / Le vent l'emportera

«Ton message à la grande ourse / Et la trajectoire de la course / A l'instantané de velours / Même s'il ne sert à rien / Le vent l'emportera / Tout disparaîtra / Le vent nous portera

«La caresse et la mitraille / Cette plaie qui nous tiraille / Le palais des autres jours / D'hier et demain / Le vent les portera

«Génétique en bandoulière / Des chromosomes dans l'atmosphère / Des taxis pour les galaxies / Et mon tapis volant lui / Le vent l'emportera / Tout disparaîtra / Le vent nous portera

«Ce parfum de nos années mortes / Ceux qui peuvent frapper à ta porte / Infinité de destins / On en pose un, qu'est-ce qu'on en retient? / Le vent l'emportera

«Pendant que la marée monte / Et que chacun refait ses comptes / Emmène au creux de mon ombre / Des poussières de toi / Le vent les portera / Tout disparaîtra / Le vent nous portera»

Ce rythme enlaçant, bien sûr, c'est Noir Désir. Cette voix étouffée, presque suppliante, c'est celle de Bertrand Cantat.

Merde.

jdion@ledevoir.com



MARK WILSON REUTERS

Si l'on veut pratiquer une agriculture durable, il est essentiel que l'on apprenne à tenir compte des propriétés de ces champignons et à les utiliser dans notre pratique agronomique.

## Un champignon magique pour l'agriculture

### Les mycorhizes pourraient aider les agriculteurs à prendre le virage vert

Les chercheurs découvrent tout juste maintenant les immenses bénéfices que les agriculteurs pourraient tirer des champignons mycorhiziens, qui ont été au centre d'un congrès international tenu cette semaine à Montréal.

PAULINE GRAVEL  
LE DEVOIR

Après des décennies de monoculture intensive, de fertilisation chimique à outrance, d'épandage de pesticides à tout vent, maints agriculteurs cherchent maintenant à prendre le virage vert. Mais comment pratiquer une agriculture durable tout en s'assurant d'une bonne production? Les mycorhizes, ces associations entre certains champignons logeant dans le sol et les racines des plantes, pourraient bien faire partie des solutions.

Les mycorhizes existent depuis 400 millions d'années, mais leur présence a échappé aux agriculteurs comme aux botanistes jusqu'à il y a peu. Les scientifiques découvrent aujourd'hui que les champignons mycorhiziens stimulent la croissance des plantes qu'ils colonisent. Ces champignons protègent celles-ci contre les pathogènes qui s'attaquent à leurs racines et leur fournissent la force de surmonter la sécheresse, la salinité du sol et les températures extrêmes. Autant de bénéfices qui permettent de réduire, voire d'abandonner, l'usage des pesticides et des fertilisants.

Alors qu'André J. Fortin, professeur de mycologie à la retraite de l'Université de Montréal, apparaissait comme un hurluberlu lorsqu'il a commencé ses recherches sur les mycorhizes à l'Université Laval en 1960, ces champignons microscopiques qui vivent en symbiose avec une plante font aujourd'hui l'objet d'un congrès international, qui a réuni cette semaine à Montréal plus de 675 participants provenant de 49 pays.

Contrairement aux parasites qui vivent aux dépens, voire au détriment, d'un autre organisme jusqu'à l'asphyxier parfois, les champignons mycorhiziens établissent, avec les plantes herbacées, les arbres ou les orchidées, une relation symbiotique qui est bénéfique pour chacun des partenaires. Les champignons fournissent eau et nutriments à la plante à laquelle ils adhèrent. En échange, la plante offre aux champignons mycorhiziens des hydrates de carbone (des sucres) qu'elle produit par photosynthèse et qui sont absolument nécessaires à leur survie.

#### Précieuse aide

Les mycorhizes qui sont particulièrement intéressants pour l'agriculture produisent dans le sol des filaments qui rejoignent les racines des plantes et les enveloppent à la manière d'un manchon, appelé mycélium. Ces mycorhizes dits à arbuscule, qui peuvent s'associer à presque toutes les plantes herbacées, autant horticoles qu'agricoles, comme le maïs et la tomate, peuvent multiplier par 100, voire par 1000, la surface d'absorption des racines d'une plante, précise Christiane Charest, professeur de biologie végétale à l'université d'Ottawa.

«Comme les filaments du mycélium sont beaucoup plus petits que les racines de la plante, ils vont jusque dans les interstices du sol que les racines ne peuvent atteindre.» En puisant l'eau dans ces derniers retraits, le mycélium permet ainsi à la plante de résister davantage et plus longtemps à la sécheresse. Les minéraux qu'il soutire par la même occasion améliorent par ailleurs l'état physiologique de la plante, qui peut alors surmonter plus aisément une pénurie de minéraux ou des températures extrêmes et lutter plus efficacement contre les maladies racinaires, y compris une invasion de bactéries ou de champignons pathogènes.

En meilleure santé, les plantes nourries par les mycorhizes permettent de réduire substantiellement l'usage de pesticides, des fongicides et des fertilisants, et ce, tout en maintenant une bonne production, affirme Yolande Dalpé, chercheuse à la ferme expérimentale d'Agriculture et agroalimentaire Canada, à Ottawa. «En diminuant les taux de phosphore et d'azote dans le sol, nous réduisons du coup la pollution, ajoute-t-elle. Et en abaissant leur consommation de fertilisants, les agriculteurs restreignent leurs coûts.»

De plus, un enrichissement trop élevé des cultures en azote et en phosphore est délétère pour les champignons microscopiques, soulignent les chercheurs. Les engrais chimiques inhibent les mycorhizes.

«L'épandage de pesticides et de fongicides tue autant les champignons pathogènes que myco-

rhiziens, poursuit André Fortin. La nutrition des plantes devient alors déficiente et il faut ajouter encore plus de fertilisants. On se retrouve ainsi dans un cercle vicieux.»

«Toute l'agriculture a été développée comme si ces champignons n'existaient pas, déplore-t-il. Or ils jouent un rôle fondamental dans la vie des plantes. Si l'on veut pratiquer une agriculture durable, il est essentiel que l'on apprenne à tenir compte des propriétés de ces champignons et à les utiliser dans notre pratique agronomique.»

Les agriculteurs biologiques qui s'interdisent l'utilisation de pesticides et de fertilisants chimiques ont déjà intégré les mycorhizes à leurs cultures, souligne Yolande Dalpé.

Ceux qui veulent favoriser les mycorhizes devront revoir certaines de leurs pratiques agricoles, poursuit la chercheuse, qui a été la principale organisatrice de la quatrième conférence internationale sur les mycorhizes. «Si l'on veut profiter des mycorhizes, il faut non seulement réduire l'usage des pesticides et des fertilisants, mais aussi le labourage, précise-t-elle. Un grattage de surface suffit et permet de garder intact le sol où s'effectue l'association entre les racines et les mycorhizes. Un labourage trop en profondeur coupe le réseau de filaments du mycélium et oblige les champignons à le refaire au printemps. Les plantes ne retrouvent alors les bénéfices de ce mycélium qu'en août plutôt qu'en juin.»

«La production s'effectue dans des chambres de culture contrôlées et aseptisées»

Comme les choux, les betteraves, les épinards, le canola (colza) ne s'allie pas aux mycorhizes et même les empêche de se développer, indique aussi André Fortin. «Comme les cultures de canola éliminent les semences de champignons mycorhiziens, il faut appliquer des quantités phénoménales de fertilisants dans ces champs lorsqu'on veut y cultiver ensuite d'autres céréales, comme du blé ou du maïs. Les agriculteurs doivent rationaliser la séquence de leurs cultures ou réintroduire des spores de champignons mycorhiziens dans les champs où ils auront récolté du colza.»

#### En quantité industrielle

Les chercheurs de Premier Tech Biotechnologies, une entreprise de Rivière-du-Loup, ont justement mis au point un procédé permettant de produire des spores de champignons mycorhiziens en quantité industrielle. «La production s'effectue dans des chambres de culture contrôlées et aseptisées afin d'obtenir des champignons qui soient exempts de contaminants et d'organismes pathogènes, autant bactériens que fongiques», précise Serge Gagné, directeur de la recherche au sein de la firme québécoise.

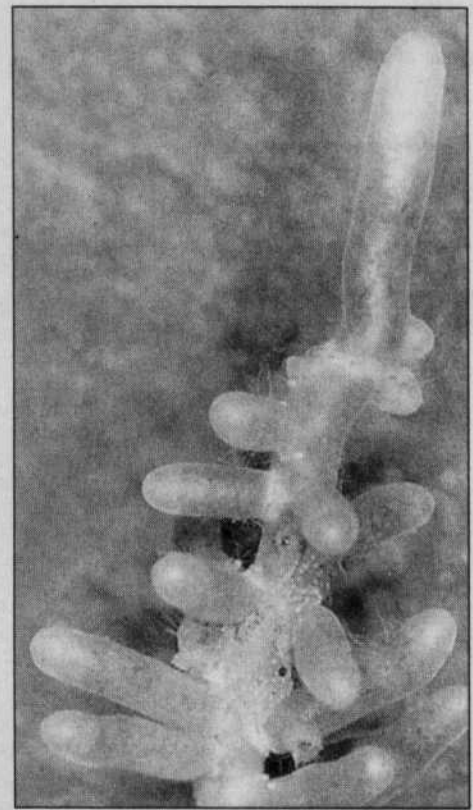
## Un allié de la foresterie

Les mycorhizes, ces associations symbiotiques entre des champignons et les racines d'une plante, peuvent non seulement favoriser une agriculture durable, mais aussi être de précieux alliés en foresterie.

Les semences de champignons mycorhiziens présentes dans le sol ne sont pas détruites lorsqu'une forêt est la proie des flammes. Les mycorhizes participent ensuite à la renaissance de la forêt en colonisant les nouvelles pousses, qui croissent plus rapidement grâce à cette symbiose, souligne Yolande Dalpé, spécialiste des mycorhizes à la ferme expérimentale d'Agriculture et agroalimentaire Canada, à Ottawa.

Le rendement des opérations de reboisement peut aussi être accru si les arbres qui sont transplantés ont été préalablement inséminés avec des champignons mycorhiziens. «Les plants mycorhizés croissent mieux et résistent davantage au stress de la transplantation et du climat», affirme la chercheuse.

Cette symbiose bénéfique autant pour l'arbre que pour le champignon est dénommée «endomycorhize à arbuscules», parce que les filaments du champignon ont l'apparence d'un arbuste et qu'ils pénètrent à l'intérieur des racines. Les endomycorhizes à arbuscules s'observent non seulement sur les racines de certains arbres, tels que les érables, les frênes et les fruitiers, mais aussi sur près de 90 % des plantes herbacées, autant les espèces horticoles que potagères.



SOURCE AGRICULTURE CANADA

Une racine de pin colonisée.

Le procédé employé par Premier Tech Biotechnologies fait appel non pas à des plantes entières, mais à des racines poussant seules, sans tige ni feuillage, mises au point par Yolande Dalpé pour les besoins de ses recherches sur le phénomène de la mycorrhization. Car, rappelle-t-elle, les mycorhizes ne se cultivent pas autrement qu'en symbiose avec une plante à graine vivante.

Commercialisés sous le nom de Myke, les mycorhizes fabriqués à Rivière-du-Loup sont distribués dans la plupart des pépiniéristes et centres de jardin du Québec, voire du Canada. Le produit fait un tabac auprès des jardiniers et horticulteurs amateurs, d'autant plus que «toutes les plantes qui sont produites et vendues dans des centres de jardin sont cultivées dans des substrats artificiels ou des sols naturels qui ont été stérilisés et donc qui ne contiennent plus aucun champignon mycorhizien», souligne André J. Fortin. Le succès des champignons Myke est tel que l'entreprise québécoise prévoit d'étendre son marché aux États-Unis et au reste du monde.

«Les mycorhizes ne sont toutefois pas la panacée, prévient Christiane Charest. Ils ne permettent pas d'éliminer entièrement l'utilisation des fertilisants chimiques en agriculture. Mais ils devraient sans contredit permettre d'en diminuer substantiellement les quantités.»

P. G.

## • PERSPECTIVES •

Les parents participent davantage

# Le rôle accru des paroisses

Pressentant déjà la laïcisation en 1984, l'Église a rapatrié dans son giron la préparation des enfants aux sacrements

CLAIRANDRÉE CAUCHY  
LE DEVOIR

Quand les petits enfants catholiques atteignent l'âge de raison, une nouvelle activité s'ajoute aux entraînements de hockey, aux cours de piano et autres ateliers de peinture: la préparation à la première communion et par la suite à la confirmation.

Voilà près d'une vingtaine d'années que la préparation aux sacrements ne se fait plus à l'école, mais bien dans les paroisses. L'instauration des commissions scolaires linguistiques plutôt que confessionnelles, en 1997, ainsi que la déconfectionnalisation de l'ensemble du système scolaire en 2000 ont incité les paroisses au cours des dernières années à prendre davantage en charge l'éducation religieuse des enfants de leurs paroissiens. Il subsiste certes des cours d'enseignement religieux, mais ceux-ci n'incitent plus les enfants à croire en Dieu. L'Église semble être à la recherche d'une façon plus complète d'occuper le terrain.

Lorsque l'Assemblée des évêques du Québec (AEQ) a décidé en 1984 de rapatrier la préparation aux sacrements dans son giron, elle pressentait la laïcisation à venir des institutions scolaires.

«On sentait déjà à l'époque que l'école avait de la difficulté à assurer la préparation aux sacrements. On voyait venir la situation actuelle», explique l'évêque de Baie-Comeau et président du comité de l'éducation de l'AEQ, Pierre Morissette.

« Il faut que le rite soit habité. Une religion formée uniquement de rites est une religion morte. »

Pendant les premières années, les bénévoles «catéchètes» étaient nombreux au poste pour préparer les futurs communiants et les jeunes adolescents qui se présentaient pour leur confirmation. «Puis les catéchètes se sont un peu essouffés. Il y a donc eu une deuxième phase, dans le milieu des années 1990, où on a senti le besoin de rappeler aux parents, chrétiens, catholiques, leurs responsabilités de transmettre la foi à leurs enfants. Il y a eu un effort pour impliquer davantage les parents. Mais le succès est inégal», explique M<sup>re</sup> Morissette, qui estime que les paroisses peuvent tenir jusqu'à six réunions de préparation avant un sacrement.

### Une heureuse tendance

Dans le diocèse de la Côte-Nord, on demande généralement aux parents d'assister à ces rencontres afin qu'ils poursuivent ensuite la formation avec leurs enfants. «Évidemment, il y a eu des résistances. Des parents nous disent: vous tentez de nous récupérer, c'est pas notre job, on n'est pas prêts pour cela. Mais globalement, cette tendance me semble heureuse. C'est l'occasion pour beaucoup de parents de repenser eux-mêmes à leur engagement de foi», poursuit l'évêque, qui constate une diminution importante du nombre d'enfants qui se présentent pour recevoir les sacrements, particulièrement celui de la confirmation qui survient au début de l'adolescence.

Professeur honoraire de théologie à l'Université de Montréal, l'abbé Guy Lapointe constate lui aussi que plusieurs parents perçoivent mal leur participation à l'exercice. «Pour beaucoup de parents, c'est un droit acquis. Pourquoi nous imposer des rencontres où on s'ennuie», disent-ils. On entend cela. Quand on en est rendu là, il faut se poser des questions», souligne le dominicain. Si pendant plusieurs années les paroisses ont eu le réflexe de diminuer le nombre de rencontres devant les réticences des parents, il croit que la tendance s'inverse avec la déconfectionnalisation des écoles.

Pour l'abbé Lapointe, il était «grand temps que cette préparation se fasse dans la dynamique de la communauté chrétienne ou de la paroisse. Ce n'était pas à une institution comme l'école de continuer le travail, puisqu'elle a pris ses distances par rapport à toutes les structures religieuses. On espère que ces sacrements vont pouvoir retrouver leur sens et aider les jeunes à s'approprier l'esprit d'une communauté».

Une question existentielle hante les curés: «Qu'est-ce qui se passe après le sacrement?», s'interroge l'abbé Lapointe. «Dans la plupart des



ARCHIVES LE DEVOIR

Au cours des dernières années, les paroisses ont pris en charge l'éducation religieuse des enfants de leurs paroissiens.

cas, les enfants font leur première communion, reçoivent une bonne initiation de la part des catéchètes et des parents. Mais cela n'a pas de lendemain. Alors que cela devrait être des lieux de transmission, on se demande ce qui se transmet», poursuit le dominicain.

Pendant des années, le curé de la paroisse Notre-Dame-des-Neiges s'est désolé de voir des enfants uniquement pour la première communion ou la confirmation, en étant assuré qu'il ne les reverrait plus par la suite. «Cela devient du pur formalisme. Les gens se disent, la première communion et la confirmation faites, mon enfant a son papier en poche, il va pouvoir se marier à l'église. Il faut que le rite soit habité. Une religion formée uniquement de rites est une religion morte», souligne l'abbé Gabriel Villemure.

### Catéchèse à l'année

Dans sa paroisse située dans le quartier multiethnique de Côte-des-Neiges de Montréal, on offre depuis quatre ans des cours de catéchèse une fois par semaine (de septembre à juin) aux enfants de 6 à 12 ans, un peu à l'image de l'école du dimanche dans les églises protestantes. Le projet s'est élargi depuis aux deux paroisses voisines et une centaine de bénévoles, des parents pour la plupart, mettent l'épaulé à la roue.

## RITES de passage

Pas question d'offrir des sacrements «fast-food», comme les appelle une catéchète, après seulement trois séances de préparation. Les enfants doivent être inscrits depuis au moins deux ans à la catéchèse pour recevoir le sacrement. L'an dernier, une douzaine de familles ont rebroussé chemin devant une démarche aussi exigeante.

«On ne veut pas éloigner les gens, mais on veut qu'ils fassent une véritable expérience!», s'exclame le père Villemure, qui s'étonne de voir les parents mettre autant d'énergie pour les activités culturelles et sportives de leurs enfants et être si rébarbatifs à l'idée d'investir du temps lorsqu'il est question de la dimension spirituelle.

«Avant, on avait la solution de facilité, tous les enfants étaient inscrits en catéchèse à l'école. C'est autre chose maintenant. C'est plus exigeant pour les familles. C'est aussi plus dur pour nous, avec nos ressources limitées. Mais je suis content qu'on reprenne notre responsabilité de faire vivre la foi», fait valoir le curé.

Sans tomber dans la nostalgie, l'abbé constate qu'il est ardu de passer par les écoles pour publiciser les ateliers de catéchèse offerts à l'église, surtout depuis que les animateurs de pastorale ont été remplacés en 2000 par des animateurs à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire. «On perd un canal

de communication très important. Cela devient plus difficile de rejoindre les parents. On communique avec les familles inscrites à la paroisse, on essaie de le dire à Noël et à Pâques.»

Si certains parents rechignent à l'idée d'emmener leurs rejetons à la catéchèse toutes les semaines, d'autres sont emballés par le projet. «C'est très vivant, proche des enfants. Comme parent, cela permet que mon enfant ait un enseignement de la catéchèse qui ressemble un peu plus à ce que nous avons vécu, qu'il comprenne le sens de ce qui se passe quand il va à l'église», fait valoir France Rochette, mère du petit Guillaume, 10 ans. Depuis deux ans, elle est devenue catéchète à son tour, accompagnant un groupe d'enfants de huit ans qui préparent leur première communion.

Dans une autre paroisse montréalaise, Carole Blanchard, maman d'un adolescent qui a été confirmé il y a six ans maintenant, a beaucoup apprécié l'expérience de catéchète. Toute surprise d'être approchée au départ pour enseigner la catéchèse, elle y a trouvé un moment privilégié de rapprochement avec son fils, qui faisait partie du groupe dont elle s'occupait. «Cela a été une expérience unique. J'ai pu accompagner mon fils dans sa réflexion. Cela me donne une chance d'être impliquée comme parent.» Elle pense que cette expérience a facilité par la suite le dialogue avec son fils sur des questions fondamentales liées à la quête de sens.

## ÉCOLE

SUITE DE LA PAGE B 1

En 1999, le Groupe de travail sur la place de la religion à l'école recommandait une laïcisation complète du système scolaire, prônant l'instauration à la fois d'un cours d'enseignement culturel des religions ainsi que d'un cours d'éthique et de morale. Le gouvernement a préféré maintenir le choix d'un enseignement confessionnel au primaire et au premier cycle du secondaire, instaurant un cours d'enseignement culturel des religions uniquement en 4<sup>e</sup> secondaire pour tous les élèves.

Ce faisant, le gouvernement entretient un flou, selon la sociologue Micheline Milot, membre du groupe de travail. «Cela crée un espace de suspicion. Les gens très croyants considèrent que l'enseignement n'atteint pas le but implicite dans le titre du cours et ceux qui sont d'une autre religion ou qui ne sont pas croyants pensent que l'enseignement est encore trop chargé symboliquement. On se demande à qui cela fait plaisir.»

Le Québec a recours à la clause nonobstant pour déroger à la fois à la Charte canadienne et à la Charte québécoise des droits et libertés afin de justifier que les catholiques et les protestants aient accès à un enseignement confessionnel. Cette clause dérogatoire devra être renouvelée en 2005.

La professeure de sociologie à l'Université du Québec à Montréal espère que le gouvernement profitera de l'occasion pour ouvrir le débat et éventuellement instaurer le cours d'enseignement culturel des religions proposé en 1999. «Il va falloir se demander si on veut continuer de diviser les enfants sur une base religieuse au moment où ils discutent des questions de sens, de religion et de croyances.» Au cabinet du ministre de l'Éducation, Pierre Reid, on précise qu'il est trop tôt pour définir comment cette question sera

traitée par le gouvernement libéral.

### Enseignement culturel des religions

À l'heure actuelle, environ 80 % des enfants sont inscrits en enseignement religieux catholique, 15 % en enseignement protestant et 3 % en enseignement moral. Il ne faudrait cependant pas voir dans ces pourcentages un assentiment des parents au caractère confessionnel des cours, selon Mme Milot, dont la thèse de doctorat a porté sur cette question.

Le système actuel crée selon elle une forte pression à la conformité. «Un parent qui veut que son enfant entende parler de religion n'a pas d'autres lieux que ce type d'enseignement-là. Dans une large majorité, les parents veulent un enseignement qui n'est pas une promotion d'une foi particulière», souligne-t-elle.

Elle note par ailleurs que le système des trois options n'est carrément pas applicable dans plusieurs écoles. Dans certains quartiers multiethniques, seul l'enseignement moral est offert, alors que certaines écoles de régions ont peine aussi à desservir les élèves qui ne s'inscrivent pas en enseignement catholique. Le faible nombre de protestants les force très souvent à se replier vers les deux autres options.

Pour Carole Blanchard, une enseignante de français mère d'un adolescent qui entrera bientôt au cégep, il importe que les enfants soient en contact avec l'héritage judéo-chrétien au cours de leur formation. «Cela a marqué notre histoire, notre littérature. Mais il n'est pas plus important pour moi d'enseigner le catholicisme qu'une autre religion. De toute façon, il y a une filiation entre les grandes religions. Le côté plus spirituel relève davantage de la famille», croit cette mère qui a par ailleurs enseigné la catéchèse aux enfants de la paroisse. Dans le cadre de ses cours de français, elle consta-

tait d'ailleurs des lacunes au chapitre des références culturelles des élèves qui n'avaient pas été en contact avec une culture religieuse.

### Un chantier encore ouvert

Sans toutefois mettre au rancart l'étiquette catholique ou protestante, les nouveaux programmes qui sont progressivement implantés depuis 2000 s'inscrivent dans la lignée d'une plus grande ouverture aux autres religions. Le chantier est cependant encore loin d'être complété.

Le nouveau programme au primaire, qui présente non seulement la tradition catholique mais aussi certains aspects d'autres religions, est entré progressivement en vigueur dans les écoles au cours des deux dernières années. En septembre, ce sera au tour des élèves de quatrième et cinquième année de l'expérimenter. «Ce n'est pas encore implanté également partout», reconnaît cependant la responsable du Secrétariat aux affaires religieuses du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), Christine Cadrin-Pelletier.

Le nouveau programme semble apprécié de la part des enseignants. «Avant, il y avait un malaise. Plusieurs jeunes enseignants me disaient qu'ils n'avaient pas le bagage que les gens de ma génération ont pour offrir l'enseignement religieux catholique. Le nouveau programme libère les enseignants du sentiment de devoir convertir les enfants à la foi catholique», observe le directeur de l'école primaire L'Escabelle, Yvon Frenette. Comme dans la plupart des écoles de la province, les enseignants de cette école de la région de Québec avaient d'ailleurs demandé l'an dernier de réduire de deux à une heure par cycle le temps d'enseignement consacré à la religion. Le directeur ne serait pas surpris que le nouveau programme en incite plusieurs à vouloir revenir à deux heures par cycle.

Pour ce qui est du secondaire, les écoles attendent d'ailleurs toujours les nouveaux programmes, comme c'est le cas pour toutes les autres matières, en raison du report de la réforme. Environ 85 écoles testeront cette année le nouveau programme. «À terme, tout le monde devrait avoir pris le train en 2005», affirme Mme Cadrin-Pelletier.

Le portrait change considérablement au deuxième cycle du secondaire. La réforme prévoit l'instauration d'un cours d'enseignement culturel des religions en 4<sup>e</sup> secondaire, offert à tous les étudiants. En attendant le programme officiel, certaines commissions scolaires, aux prises avec des surplus de personnel et jugeant insuffisante la présence d'un tel cours uniquement en 4<sup>e</sup> secondaire, ont décidé de maintenir un cours d'enseignement moral obligatoire tout au long du deuxième cycle.

D'autres dispensent déjà le cours d'enseignement culturel des religions en 4<sup>e</sup> secondaire. Une formule qui semble plaire aux jeunes. Étudiant en 5<sup>e</sup> secondaire en septembre, Guillaume Therrien a beaucoup apprécié ce cours. Après des années passées en enseignement catholique, il était content de «voir de nouvelles affaires». «On a fait une sortie à Montréal pour visiter un temple bouddhiste, une mosquée et une synagogue. C'était intéressant.»

L'adolescent, qui dit croire en Dieu, aimerait bien que l'ensemble des cours traitent des différentes religions. «J'aimerais mieux tout savoir pour me faire une idée par moi-même. Mais de toute façon, que je sois catholique ou musulman, je sais que je ne serais pas très pratiquant», conclut Guillaume.

Autre pan du chantier, dans plusieurs commissions scolaires, on est encore à implanter le service d'animation à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire.

## É D I T O R I A L

## Un bon compromis

Le projet de restructuration mis en avant par le maire Gérard Tremblay pour sauver Montréal de la menace défusionniste ne fera pas l'unanimité. Les partisans des défusions n'y verront bien sûr qu'un écran de fumée. Par contre, les Montréalais qui veulent donner une chance à la nouvelle ville de prendre son essor n'ont d'autre choix que de se rallier à cette proposition, qui, dans les circonstances actuelles, doit être vue comme le meilleur compromis possible.

La menace défusionniste sur l'île de Montréal n'est pas à prendre à la légère. Les adeptes d'un retour en arrière pour leurs villes d'origine sont relativement nombreux. Surtout, ils jouissent d'un appui tactique de la part du gouvernement Charest, qui leur a accordé le pouvoir d'orchestrer des référendums. Le pire des scénarios pour les partisans de Montréal consisterait à refuser l'apport de tout changement significatif à la structure administrative mise en place lors de la création de la nouvelle ville, il y a 18 mois. L'important à ce moment-ci est de calmer le jeu, ce que permettra de faire la réforme Tremblay.

La proposition du maire est essentiellement un compromis politique qui vise à réunir les diverses factions de son parti. Avant de partir en guerre contre les défusionnistes, il lui fallait s'assurer qu'il ne mènerait pas seul cette bataille. L'accueil réservé par les élus de l'Union des citoyens de l'île de Montréal à la réforme proposée permet de croire qu'il a réussi à ressouder les rangs de son groupe. Les prochaines semaines nous diront toutefois jusqu'à quel point ses collègues participeront activement à la défense de la réforme Tremblay auprès de leurs concitoyens. Chose certaine, le maire de Montréal ne devrait désormais tolérer aucune dissidence.



Bernard Descôteaux

A chacun maintenant de choisir son camp.

L'exercice auquel s'est livré M. Tremblay a consisté à chercher un meilleur équilibre entre la ville centrale et ses arrondissements. Avec raison, il s'est refusé à faire de Montréal une fédération d'arrondissements où, comme c'était le cas avec l'ancienne communauté urbaine, l'administration centrale n'aurait détenu aucun pouvoir décisionnel. Montréal doit être une vraie ville, mais ses arrondissements doivent être aussi des intervenants actifs dans leurs champs de responsabilités. A cet égard, il a bien compris la nécessité de décentraliser, dans le but non seulement de permettre aux arrondissements d'exercer une réelle autorité, mais aussi de faire en sorte que les services aux citoyens soient mieux rendus.

Le nouveau Montréal est une ville immense sur le plan territorial. Ne serait-ce que pour cette raison, il faut que les services de proximité, qui sont les services rendus quotidiennement, soient du ressort des arrondissements. On sera d'accord pour donner plus de latitude aux conseils d'arrondissement, qu'il s'agisse de rendre des services ou de planifier leur développement. Le pari de la démocratie locale que fait M. Tremblay est juste. Les élus de l'arrondissement auront plus d'autonomie, y compris au plan financier. Ils pourront tarifier les services, procéder à des emprunts et lever une taxe pour rembourser ceux-ci, mais ils auront des comptes à rendre. Les citoyens pourront s'opposer à tout emprunt en exigeant la tenue d'un référendum.

Le pouvoir de taxation qui est accordé aux arrondissements est l'un des éléments de la réforme proposée qui soulèvent toutefois des questions. On imaginera facilement que certains arrondissements voudront particulariser les services offerts en fonction de leurs spécificités propres. Cela n'est pas, en principe, déraisonnable. On peut penser toutefois que Westmount et Mont-Royal, par exemple, auront recours à la taxation locale plus souvent que Montréal-Nord. Les écarts entre arrondissements riches et pauvres risquent ainsi de se maintenir. Pour l'éviter, il faudra s'assurer que les programmes de péréquation mis de l'avant par l'administration Tremblay seront renforcés pour tenir compte de ce facteur.

Ce projet de réforme soulève aussi d'autres questions. On aimerait bien pouvoir voir les savants calculs sur lesquels M. Tremblay s'appuie pour annoncer des économies potentielles de 200 millions de dollars, grâce notamment à la décentralisation des services vers les arrondissements. Il ne faut tout de même pas prêter à la décentralisation toutes les vertus.

Avec ce projet de réforme, les arrondissements nés des anciennes banlieues obtiennent des garanties quant au respect de leurs spécificités. Leurs frontières et leurs pouvoirs ne pourront pas être changés au gré des humeurs des administrations qui se succéderont à l'hôtel de ville dans l'avenir. Avec cette réforme, une très large majorité des arrondissements pourront sans crainte faire le pari du nouveau Montréal. Il reste maintenant à s'assurer que ce projet reçoive le plus large appui, de façon à vaincre les réticences de ceux qui sont toujours tentés de faire bande à part. Pour cela, il ne faut pas hésiter à apporter son appui au maire Tremblay.

bdescoteaux@ledevoir.ca

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## LETTRES

## La vie sexuelle des ministres de l'Église catholique romaine

La démission de M<sup>re</sup> Dumais, évêque émérite de Gaspé, m'a valu une foule de téléphones à mon domicile. Certains catholiques y ont vu un scandale tellement grand qu'ils m'ont prévenu qu'ils ne mettraient plus jamais les pieds à l'église. De toute nécessité, il faut rompre le silence et dire aux catholiques un certain nombre de réalités au sujet du célibat des prêtres, des évêques et des papes.

M<sup>re</sup> Marc Ouellet, dans son homélie d'intronisation à Québec, le dimanche 26 janvier dernier, a affirmé que le célibat des prêtres et des évêques remontait à la tradition des apôtres. Rien de plus faux. Tous les apôtres (les premiers évêques) ont été mariés, sauf l'apôtre Jean.

Le célibat des prêtres n'a aucun fondement théologique et n'est qu'une règle disciplinaire de l'Église catholique, imposée à ses ministres depuis le deuxième Concile du Latran, en 1139. Antérieurement à cette date, le célibat était souhaitable, mais non imposé. Après cette date, il était imposé, mais n'était pas souvent respecté.

Peu de catholiques savent qu'après Pierre, qui ne fut jamais le premier pape, mais le premier évêque de Rome (qui était marié), cinq papes au moins furent mariés (avec enfants), onze papes furent des fils de pape ou de prêtres. Six papes eurent des enfants illégitimes après le deuxième Concile du Latran.

Voici le nom des principaux papes mariés : saint Pierre; saint Félix III, 483-492, (2 enfants); saint Hormidas, 514-523, (1 fils); Adrien II, 867-872, (1 fille); Clément IV, 1265-1268, (2 filles); Félix V, 1439-1449, (1 fils).

L'Église catholique de rite oriental accepte le mariage des prêtres. L'Église catholique de rite romain ne l'accepte pas. Mais ce n'est pas parce que l'Église romaine ne l'accepte pas que ses ministres vivent totalement dans le célibat. Certains y arrivent; d'autres n'y arrivent pas, vivent une double vie et continuent à dire

la sainte messe. Il serait peut-être temps que l'Église romaine accepte la réalité de ses prêtres ou de ses évêques qui s'engagent dans le célibat, mais ne le vivent pas ou le vivent sous... la couverture. Mes propos feront sans doute vider un peu plus les églises locales, mais auront le mérite d'être vrais!

Mon souhait: que l'Église catholique romaine cesse de dire des demi-vérités au sujet de la vie sexuelle des papes, des évêques et des prêtres et qu'elle s'adapte aux réalités du monde actuel. Le célibat n'est pas relié au service sacerdotal. Il peut l'accompagner. Il ne devrait pas être imposé.

Nestor Turcotte

Philosophe

Matane, le 8 août 2003

## Pour du tennis qui ne dure qu'une semaine

Après les émois vécus la semaine dernière au Masters de tennis, et en particulier la performance de Larose, bien ordinaire vue d'ailleurs mais extraordinaire vue d'ici, voici quelques questions et réflexions autour de la raquette.

Question drôle: pourquoi les arbitres utilisent les deux langues ici à Montréal et l'anglais seulement à Toronto?

Question moins drôle: au cours des années 1990, des fonds publics importants ont été consacrés aux installations du parc Jarry, et cela en pleine crise des finances publiques. On s'apprête à en rajouter. Le tournoi dure une semaine par année. N'y a-t-il pas là un problème?

Question encore moins drôle: beaucoup de pays où la tradition et la pratique du tennis sont vraiment enracinées n'accueillent pas de tels tournois (grand chelem ou Masters) nécessitant ces énormes infrastructures: la Suède, la Belgique, l'Espagne, l'Argentine, la Suisse, la Hollande, le Danemark, la Slovaquie, etc. Cela ne les empêche pas de développer ce sport bien davantage qu'ici. Alors que non seulement beaucoup d'autres sports sont plus populaires ici et ont besoin d'être mieux soutenus finan-

cièrement, on s'offre de surcroît le luxe de payer la note non pas une fois mais deux: des installations de tennis à Montréal et d'autres à Toronto! Toujours principalement pour un tournoi qui dure une semaine par année...

Question pas drôle du tout: combien de temps encore allons-nous être victimes de ce syndrome propre aux peuples en mal d'identité et qu'on appelle la folie des grandeurs?

Jean-G. Fournier

Montréal, le 13 août 2003

## Un pas en avant, deux en arrière

Enfin, les gens se mobilisent pour défendre la ville de Montréal. La goutte qui a fait déborder le vase est survenue lorsque Pierre Bourque a mentionné vouloir scinder l'île en deux parties: une francophone et l'autre anglophone.

C'est ce que j'appelle faire un pas en arrière. Après s'être battu pour faire «une île une ville», Pierre Bourque vient maintenant proposer de détruire la ville. Ce projet loufoque viendrait créer deux ghettos: les anglophones d'un bord et les francophones de l'autre. De quoi relancer toutes les tensions linguistiques et les chicanes de clocher. Si Pierre Bourque voulait mettre la hache dans le projet de défusion, c'est fort réussi. C'est à se demander si Bourque n'est pas un défusionniste!

C'est cocasse de voir à quel point les rôles peuvent s'inverser. Durant la campagne électorale, on accusait Gérard Tremblay de ne pas croire au nouveau Montréal et Pierre Bourque se présentait comme l'homme de l'île. Aujourd'hui, avec du recul, on peut voir lequel des deux hommes croit davantage à Montréal, et c'est celui qui occupe le poste de maire.

Je fais mon mea culpa, j'ai voté pour Bourque en 2001 parce que je croyais en lui. Comme quoi l'erreur est humaine! M. Tremblay, vous avez gagné un nouvel adepte qui croit en vous. Ne lâchez pas!

Nabil Doukas

Montréal, le 13 août 2003

## LIBRE OPINION

## Les envahisseurs d'espaces publics

Selon la FAO, la faim extrême est en effet très répandue en Haïti, en Afghanistan ou en Corée du Nord; elle estime qu'en Asie, 24 % de la population crève de faim; pendant ce temps, la même proportion de nos ados souffrent d'embonpoint.

Les gens d'argent affirment, eux, qu'existe une loi inéluctable (!): pour qu'une entreprise survive, elle a sans fin besoin de croître, d'augmenter à la fois sa (sur-) production, ses ventes et ses profits (pour financer cette croissance). Pour générer cette croissance indéfinie, les gens d'argent, aussi habiles que cupides, s'appuient sur le travail et la naïveté des plus pauvres: ils incitent, par le crédit et la publicité, à une surconsommation imprudente. Pour s'enrichir toujours plus, ces nantis provoquent l'obsolescence, misent sur le gaspillage, recourent donc à la nécessaire publicité.

C'est ainsi que les espaces publics sont de plus en plus envahis par les gens d'argent. Les espaces publics deviennent alors des espaces publicitaires.

## Un espace public...itaire?

En 1970, l'économiste indien Amartya Sen, Prix Nobel 1998, a expliqué — avec sa tête et son cœur — qu'on doit, pour évaluer le développement d'une société, recourir à un «indice synthétique» qui prend en considération d'autres critères que le profit des grandes entreprises. L'espace public fait partie de cet indice.

Or, cet espace public est de plus en plus accaparé par les messages des vendeurs et autres gens d'argent. Les ondes hertziennes, qui étaient il n'y a pas si longtemps considérées comme un bien public par les pays, sont de moins en moins réglementées, et 12 minutes de chaque heure servent à diffuser les mes-

sages des grandes entreprises. «La publicité finance la programmation qui est gratuite», argumentent les gens d'argent. Gratuite? Allons donc! Quand il achète un produit, le consommateur paie le prix de la publicité, donc de la programmation.

Les espaces publics sont de plus en plus usurpés par la publicité? Cahiers d'exercices à l'école, tableaux électroniques dans les salles d'attente des hôpitaux, distributrices-affiches dans les universités, dans les dégagements des bibliothèques et autres centres municipaux... et de plus en plus souvent sur d'autres espaces extérieurs. «C'est nécessaire pour les services publics, qui sont de moins en moins financés», disent ceux qui se défendent les gens d'argent. N'y a-t-il pas chez eux une distorsion de raisonnement? «Les impôts et les taxes sont trop élevés au Québec», prétendent-ils. Et ils seraient d'accord pour subventionner les services publics de manière altruiste? Bien sûr que non: les gens d'argent placent leur argent là où il génère le plus de profit; seul un État fort — socialisant! — peut répartir équitablement les richesses collectives entre les citoyens. Encore qu'un État qui serait trop récalcitrant aux volontés néolibérales des gens d'argent serait ébranlé par la fuite des capitaux vers des pays plus dociles.

Nos espaces publics extérieurs sont envahis — souvent sans compensation financière — par un nombre grandissant d'afficheurs imaginatifs et leurs affiches multiformes: panneaux-reclame, bus transformés en affiche, camions-navettes d'affichage, affichettes sur les supports à vélos, station de métro entièrement monopolisée par un annonceur, enseignes, camions de livraison, et même bancs de parc, trottoirs, tickets de transport, murs entiers d'édifices de dix étages, etc. Le paysage urbain est

visuellement pollué par toutes ces «belles pubs» qui incitent au gaspillage.

## L'espace de tous les citoyens

Dans *La Légende de demain*, le généticien français Albert Jacquard fait une mise en garde: «La société occidentale, dominante et sûre d'elle-même, a confondu croissance de la consommation et progrès humain.» Un humain équilibré, ce suppose «roseau pensant» selon l'expression de Pascal, devrait normalement passer plus de temps à penser qu'à dé-penser! Or, pour laisser le temps au quidam de penser, il faut, entre autres choses, libérer nos espaces publics de la pollution publicitaire.

Pour cela, nos publicitaires doivent se réveiller, assumer aussi leurs responsabilités civiques. Une personne intelligente, fût-elle publicitaire, ne peut abandonner tout jugement moral pour travailler aveuglément au seul bénéfice de ses riches clients. Un publicitaire vraiment professionnel devrait être capable de prévoir les effets à plus long terme de cette «publicité, déchet culturel». Or, constatant ce foisonnement, il semble bien que les publicitaires ne sont pas capables de s'autoréguler; il faudra bien alors que les instances démocratiques, l'État, le fassent. Comme citoyen, je dis que les biens et l'espace public doivent être partagés entre tous les citoyens et non pas seulement être monopolisés par les gens d'argent. Sinon, la «Cité citoyenne» risque de sombrer dans l'anarchie.

Beaucoup de jeunes sentent que la richesse dite collective ne sera peut-être pas pour eux: l'espace public est déjà, à vrai dire, confisqué par les publicitaires au service de ces envahisseurs, des seuls gens d'argent. Les tagueurs qui détournent les publicités et maculent la ville de leurs graffitis expriment ainsi leurs frustrations.

## CLAUDE COSSETTE

Publicitaire, professeur titulaire en publicité sociale au département de communication, Université Laval

À qui appartiennent les espaces publics — les rues, les parcs, les édifices civiques? Cet «espace public» existe-t-il encore? Pas aux yeux des gens d'argent pour qui, dans une économie de marché, tout doit être privé, sinon privatisé.

Déréglementation! mondialisation! économie de marché! crient les gens d'argent. Pour quoi? Pour quoi? Pour eux-mêmes: le Conseil canadien de développement social rapportait en 1998 qu'en cinq ans, le revenu annuel des 20 % des salariés les plus riches avait augmenté de 20 000 \$ alors que le revenu annuel des 20 % les plus pauvres avait diminué de 1000 \$; l'IMA Journal rappelait en février 2000 que, en huit ans, le salaire des p.-d.g. avait été multiplié par quinze alors que, considérant le taux d'inflation, le salaire des ouvriers avait diminué de 9,5 %. «Pour ma part, j'ai toujours pensé que s'il y a des «très riches», c'est que quelque part ils «volent de très pauvres» — pauvres d'argent mais aussi d'habileté, de force ou de ruse.

## Une croissance... vers le gaspillage

Pour arriver à leurs fins, les gens d'argent accaparent d'abord les richesses naturelles, puis le temps d'ouvriers sous-payés. Pour produire toujours plus et générer toujours plus de profits, Jean Ziegler a démontré que «quiconque a de l'argent mange et vit; qui n'en a pas souffre, devient invalide ou meurt». Or, une famille vietnamienne a des revenus 100 fois moindres qu'une famille nord-américaine; dans de telles conditions, on ne peut même plus se nourrir.

## IDÉES

QUE SONT LES RITES DEVENUS ?

## Des jeunes qui s'accueillent eux-mêmes

Avez-vous parlé à un adolescent récemment ?

Bien des événements de la vie privée le prouvent, les décès de personnalités publiques le font voir au grand jour : nos rituels de passage sont à se réinventer. Tous les samedis et mercredis d'août, en reportages ou en page « Idées », *Le Devoir* explore ce changement avec ceux qui l'étudient de près, tant dans ses généralités qu'associé à des moments précis de la vie. Aujourd'hui : le passage adolescent.

RICHARD CLOUTIER  
École de psychologie  
Université Laval

**L'**adolescence est la période qui sépare l'enfance de l'âge adulte. Pendant cette période où l'on n'est plus un enfant mais pas encore un adulte, une transformation extraordinaire se produit. Développements physique, sexuel, intellectuel, émotionnel, social et moral s'entremêlent pour faire de cette courte période l'une des plus intenses de la vie.

Sur le plan physique, seule la période qui sépare la naissance du premier anniversaire apporte des transformations plus rapides que celles qui entourent la puberté. Sur le plan sexuel, les besoins nouveaux redéfinissent les rapports de genre. Intellectuellement, la capacité de raisonner de façon abstraite donne à l'adolescent une arme nouvelle pour montrer du doigt les failles dans le discours adulte jusque-là présenté comme « parfait ».

Sur le plan émotionnel, l'adolescence pose le défi d'assumer les conséquences des positions que l'on prend, de l'identité que l'on se fabrique devant les incontournables questions « Qui suis-je ? » et « Qui ne suis-je pas ? ».

Socialement, l'adolescence marque la redéfinition du réseau social et de l'ordre d'importance dans ce réseau. Par exemple, l'influence des parents et de la famille perd du terrain au profit des amis des deux sexes. C'est sur cette nouvelle scène sociale, sa propre scène, que la nouvelle personne s'exprime et fait l'essai des styles, des rôles, du personnage à construire.

## Long apprentissage

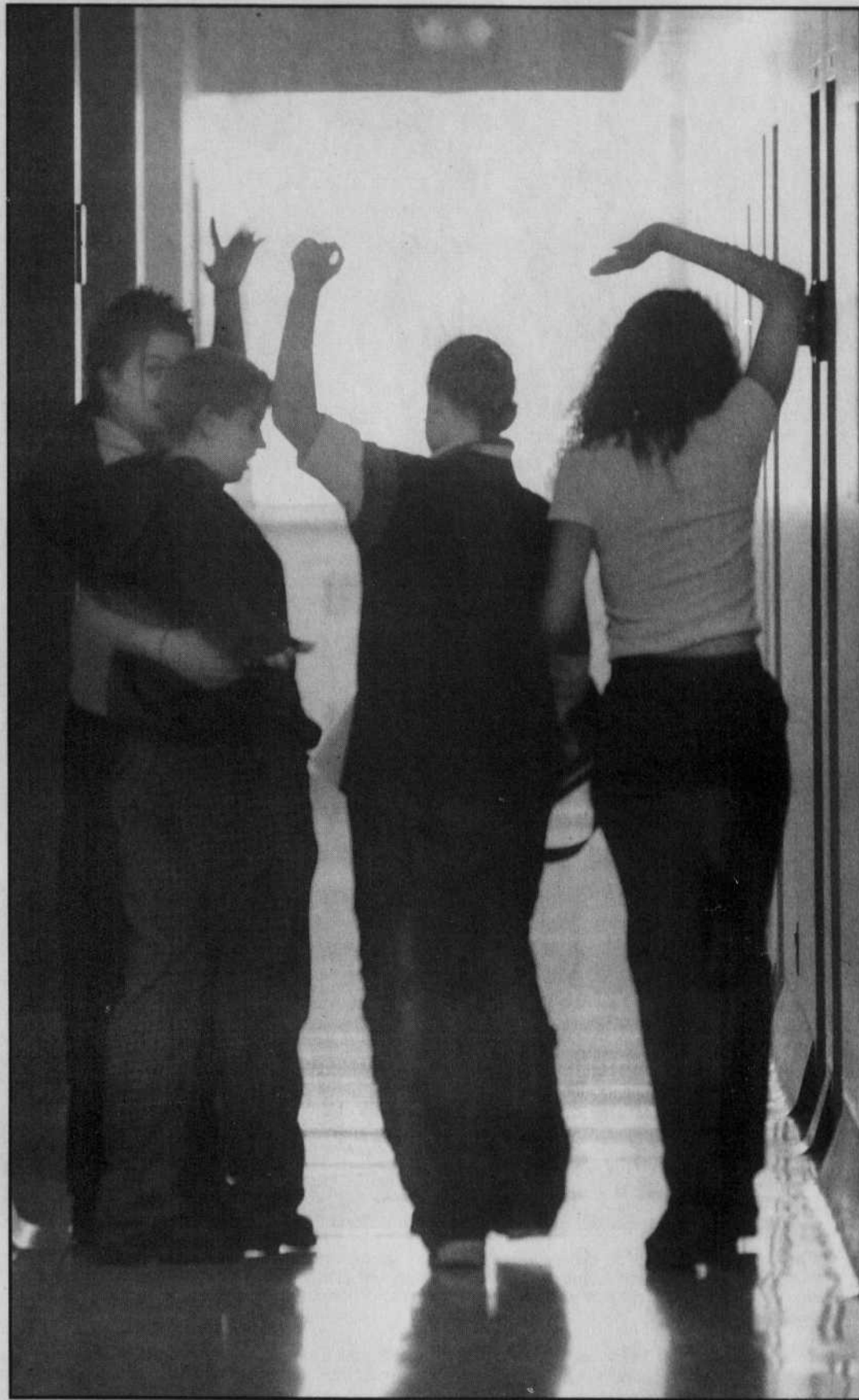
Apprendre à vivre par soi-même parmi les autres, voilà le défi que doit relever l'ado pour entrer de façon réussie dans le monde de l'indépendance adulte. Cet apprentissage de l'autonomie ne commence pas à 12 ans : il y a déjà un bon bout de chemin de fait à la fin de l'enfance, de sorte que les orientations personnelles sont souvent bien identifiables avant même le début de l'adolescence.

**RITES de passage**  
Au fil des siècles, les humains ont développé un bagage culturel de plus en plus sophistiqué, de plus en plus complexe. Avant d'être en mesure de vivre par lui-même dans le monde d'aujourd'hui, le jeune a besoin d'emmagasiner beaucoup plus de connaissances que ses grands-parents au même âge. Les exigences d'entrée dans l'arène sociale augmentent sans cesse : en plus des habiletés requises pour la satisfaction des besoins de base (nourriture, logement, hygiène, etc.), il faut savoir communiquer verbalement et par écrit (si possible dans plusieurs langues), savoir compter, connaître et respecter d'innombrables règles civiles (convenances, règlements, lois, etc.), savoir s'adapter à une quantité d'appareils et d'environnements de plus en plus complexes (téléphonie, ordinateurs, appareils audiovisuels et électroménagers, réseaux de transport, Internet, etc.), pouvoir exercer un métier de façon compétente et être en mesure de se mettre constamment à jour dans le contexte de l'évolution de plus en plus rapide des technologies, comprendre et appliquer les grands principes humains (respect de la vie, démocratie, égalité des personnes, des sexes, des races, etc.), et ainsi de suite.

Pour se faire une place dans le monde actuel, les jeunes doivent maîtriser plus de connaissances et d'habiletés dans un nombre plus élevé de domaines et être en mesure de remettre plus fréquemment à jour ces acquis, comparativement aux générations précédentes. Non seulement cette tendance entraîne-t-elle une prolongation de la période d'apprentissage de la vie, que l'on parle de scolarisation ou plus largement de socialisation, mais elle augmente aussi le risque d'échec.

Heureusement, la grande majorité des jeunes réussissent à acquérir les connaissances et les habiletés requises pour leur entrée dans le monde adulte. Cela ne se fait pas instantanément et ce n'est pas toujours exempt d'écueils, mais la plupart des adolescents réussissent bien dans leur « boulot » de socialisation : ils se sentent bien dans leur peau, s'entendent bien avec leurs parents, réussissent relativement bien à l'école et se projettent de façon positive dans l'avenir.

Le passage de la classe des enfants à celle des adultes est une transition classique de l'existence humaine, dont le critère d'achèvement est l'autonomie. Le problème, c'est que l'on ne sait pas exactement ce que veut dire « être autonome ». Cela varie considérablement d'un champ à l'autre de l'existence. Dans notre monde actuel, l'adolescent est en mesure de faire des enfants à 14 ans, mais il pourra attendre 10



Avant d'être en mesure de vivre par lui-même dans le monde d'aujourd'hui, le jeune a besoin d'emmagasiner beaucoup plus de connaissances que ses grands-parents au même âge.

ans de plus avant d'être indépendant sur le plan professionnel ou de pouvoir s'engager dans le projet de fonder sa propre famille. Parce que la fin de l'adolescence est de moins en moins précise, on parle d'étiement de l'adolescence, et la période dite de « jeune adulte » est en train de gagner ses galons en tant qu'intermédiaire entre la classe adolescente et la classe adulte.

Les choses seraient beaucoup plus simples s'il existait une cérémonie, une messe, où l'on attribuerait officiellement l'autonomie au jeune à un moment précis de son existence. Si le bal des finissants du secondaire marquait vraiment l'entrée dans la vie adulte, le rite de passage serait peut-être enfin trouvé...

Dans les faits, les critères d'achèvement de l'adolescence varient selon le secteur de la vie concerné et selon les trajectoires sociales. Le jeune décrocheur de 17 ans, qui occupe son premier emploi sans même maîtriser la langue écrite, « tombe dans l'indépendance » nettement plus tôt que son contemporain, qui ne complètera sa formation universitaire que sept ou huit ans plus tard. Mais la variété des parcours d'insertion sociale n'empêche pas certains zones rituelles d'être fréquentées par un grand nombre de jeunes : consommation d'alcool et de drogue, initiation sexuelle attisée de pornographie, accrochage à la musique, attirance pour les marquages corporels (tatouages et *body piercing*) et les vêtements à la mode, etc. Mais le temps de survie de ces « pratiques rituelles » est très bref :

les signes flamboyants des ados d'aujourd'hui seront « vieux » dans deux ou trois ans au maximum et remplacés par de nouvelles formes symboliques.

Ces pratiques des jeunes sont-elles vraiment des rites ou s'agit-il plutôt de compensations rebelles en l'absence de cérémonies véritablement partagés qui marquent le passage dans la classe adulte ? Ne s'agit-il pas de substituts bricolés en l'absence d'un message clair provenant de la classe adulte et disant aux jeunes : « Vous êtes les bienvenus parmi nous, voici ce qu'il faut faire pour obtenir votre place sur le banc

des joueurs sociaux. » ?

On a observé que les rites initiatiques comprennent généralement quatre stades :

- la personne candidate à l'initiation est séparée des autres ;
- une période de préparation commence avec l'accompagnement d'une personne plus âgée, autre qu'un parent (un mentor) ;
- le cérémonial de transition comme tel prend place avec toute la charge émotionnelle et symbolique requise ;
- le candidat qui a passé l'épreuve avec succès est accueilli avec joie dans la communauté sous sa nouvelle identité.

Evidemment, pour qu'un tel rite de passage ait vraiment un sens, il faut un engagement de la part des adultes, des jeunes et de la communauté. Or c'est l'engagement des acteurs adultes qui semble manquer le plus aujourd'hui. D'une part, la communauté, au delà de ses règles de gendarmerie, n'est pas très présente dans la vie des ados, et son message manque beaucoup de cohérence : qui est la communauté pour les jeunes et que veut-elle au juste ? D'autre part, la majorité des adultes ne se sentent pas concernés par les jeunes : la proportion d'adultes qui vivent avec des jeunes est de plus en plus réduite, et peu d'adultes parlent aux jeunes ou font des choses avec eux.

En l'absence du message cohérent de bienvenue dont ils ont besoin pour se mobiliser dans la société, les jeunes se fabriquent des réponses à leurs recherches identitaires. D'une certaine manière, les ados s'accueillent eux-mêmes dans la société, car les adultes n'assument pas le leadership qui leur revient pour intégrer leur relève. Le caractère flamboyant des rituels des jeunes contribue d'ailleurs à souligner le contraste entre leur ferveur identitaire et la passivité des adultes comme classe d'accueil. Le discours officiel reproche souvent aux adolescents de ne pas se mobiliser, mais l'observation sur le terrain tend à indiquer que ce sont les adultes qui, centrés sur leurs propres besoins, ne semblent pas comprendre qu'ils ont une participation à assumer dans l'intégration de leur relève.

Avez-vous parlé à un adolescent récemment ?



Gil Courtemanche

## Le voyage irréel

**É**dinburgh (Écosse) — À l'origine, je ne voulais pas écrire sur ce long voyage que j'ai entrepris il y a déjà presque deux mois et qui se terminera quelque temps avant Noël. Mais comme mon patron au *Devoir* m'avait dit que cela ferait peut-être une chronique intéressante, j'ai décidé de suivre sa suggestion.

Me voici donc à Edimbourg, ville d'une beauté austère, dramatique et mystérieuse où se tient l'un des plus grands festivals littéraires du monde. Trois semaines et plus de 600 auteurs, dont Susan Sontag, Vargas Llosa, John Irving. Dans quelques jours, je serai à Melbourne, puis à Sydney, ensuite à Londres, Paris, Helsinki, Oslo, puis, un peu plus tard, à Amsterdam, Vancouver, Washington, New York, Madrid, Barcelone et Guadalajara au Mexique.

Tout cela en multiples sauts de puce, toujours dans les valises, bousculé d'aéroport bondé en hôtel inconnu, accueilli comme un ami par des gens que je n'ai jamais rencontrés et qui ont décidé de m'aimer parce qu'ils ont aimé *Un Dimanche à la piscine à Kigali*. Cela est très satisfaisant pour l'ego de l'écrivain, mais remarquablement frustrant pour le journaliste que je demeure.

Les salons, les foires littéraires sont des sortes de bulles pour les auteurs et durant ce long périple, je crains de ne rien faire d'autre que passer d'une bulle hermétique à une autre tout aussi hermétique. Les séjours sont tellement courts et les horaires tellement chargés que je n'ai vu de cette ville extraordinaire que les rues choisies par le chauffeur de taxi. De pubs gorgés d'amateurs de foot buvant et célébrant la victoire, je n'en verrai aucun, des dizaines de spectacles du festival, je n'aurai connu que les titres. Je ne fréquenterai aucun des restaurants de quartier dans lesquels on fait normalement les rencontres qui nous ouvrent les portes et parfois le cœur d'un pays. C'est un peu comme si je restais à la même place, sur une scène, pendant que quelqu'un en coulisse change la toile de fond et la couleur de la lumière.

Entouré d'écrivains, d'éditeurs, de journalistes littéraires et de mordus du livre, on ne sort presque jamais de l'univers du livre. La littérature est fascinante, mais ce n'est pas la vie. Je me disais aussi qu'il serait fascinant

de découvrir, lors des entrevues avec les journalistes ou des tables rondes, comment, selon les pays, les perceptions peuvent diverger. Je dois avouer que la littérature est vraiment universelle, pour le plus grand malheur de ma curiosité dévorante. Il n'existe aucune différence notable entre les questions que m'ont posées les journalistes français, britanniques, écossais ou australiens. Seuls la langue ou encore l'accent diffèrent. Comme si l'appartenance à une culture différente ne modifiait pas la grille de lecture et d'interprétation que chacun de nous possède. Je suis convaincu que les perceptions sont multiples, mais c'est comme si elles ne s'exprimaient pas vraiment.

Après trois jours en Écosse et des dizaines de conversations, je n'ai rien appris sur cette région farouchement indépendante et riche de traditions pittoresques. Dans ma bulle écossaise, personne ne m'a parlé de l'enquête qui se déroule actuellement sur le suicide du docteur Kelly, ce scientifique qui transmet aux journalistes des informations sur le maquillage de la vérité effectué par le gouvernement Blair pour justifier l'invasion de l'Irak. Dans tous les journaux, cette enquête judiciaire remplit littéralement plusieurs pages, les bulletins de nouvelles y consacrent la majeure partie de leur temps. La saga Blair a finalement réussi à détrôner les faits et gestes de la famille royale qui, elle, ne se plaint absolument pas de ce reportage manque d'attention. Même les feuilles de chou préfèrent cette enquête judiciaire parfois fastidieuse aux juteux faits divers dont ils sont normalement friands.

Me voici donc transformé en journaliste qui n'a pour contact avec la réalité que les articles et les reportages de confrères dont je ne connais ni la compétence, ni la crédibilité. Vous conviendrez avec moi que nous sommes loin de ce que vous attendez d'un journaliste. Et pourtant, ce n'est pas le cas. Une grande partie de l'information qui est produite, en particulier dans les médias électroniques privés, est ainsi fabriquée. Les journalistes lisent les journaux, décortiquent les bulletins de nouvelles, lisent les dépêches des agences de presse et puis vous informent de ce que d'autres journalistes ont découvert. Quand ces journalistes sortent de leur ville ou de leur pays, c'est généralement comme moi je le fais actuellement. Des petits sauts de puce, des trempettes rapides, une rencontre ou deux et des heures dans la chambre d'hôtel à lire les journaux locaux et à regarder des émissions d'information.

Voilà pourquoi je ne peux décemment pas vous parler de deux sujets dont j'aurais voulu faire une chronique : ce fascinant débarras de vérité qui ne cesse de choquer les citoyens du Royaume-Uni, ainsi que les divergences ou les convergences entre le nationalisme écossais et le nationalisme québécois. Je peux quand même vous révéler que depuis le 23 juin, date de mon départ, personne ne m'a posé une seule question sur l'indépendance du Québec. Les temps changent.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau, Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation) ; Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits divers), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Julie Carpentier (pages éditoriales, sports), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (science) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques) ; Martin Ducloux et Christine Dumazet (reportage) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographie) ; à l'information culturelle : Michel Bélaïre (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (musique), Caroline Montpetit (livre), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels) ; à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Rey, Eric Desrosiers, Claude Turcotte ; à l'information internationale : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Taillefer, Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction) ; Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Ois-Dionne (commis). La documentation : Gilles Fauré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslain Côté, Marlène Côté, Slavica Bogdanov, Veronique Géraud, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Rueland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lévesque, (coordonnatrice de la promotion et de la sollicitation), Monique Heures, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecck (contrôleur), Ghislaine Laffeur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

## SEUL CONTRE TOUS

## Spinoza, le maudit

*C'est en philosophe qu'il refuse d'abandonner ses convictions philosophiques et qu'il assume les conséquences de son exclusion*

À cause de leurs idées ou de leur façon de vivre, certains personnages célèbres se sont trouvés à un moment de leur vie en butte à l'hostilité de leurs contemporains. Les plus illustres d'entre eux font l'objet d'une série préparée par *Le Monde*. Pour l'été, *Le Devoir* vous offre chaque samedi un volet de cette série intitulée « Seuls contre tous ». Cette semaine, Baruch Spinoza qui, pour avoir assimilé Dieu à la nature et douté de l'immortalité de l'âme, est exclu, à 23 ans, de la communauté juive d'Amsterdam.

ROGER-POL DROIT

Il y a foule, ce 27 juillet 1656, dans la grande synagogue d'Amsterdam, située sur le quai du Houtgracht. Les visages sont graves. Depuis des jours et des jours, dans la communauté juive, on commente l'événement. Spinoza, le jeune, le fils, celui qui a repris les affaires de son père Michaël, l'honorable marchand, décédé il y a deux ans, va être solennellement exclu de la communauté.

Dans un instant, devant l'Arche, tous entendront le texte rapporté de Venise par Rabbi Mortera. Le jeune homme a seulement 23 ans. Pour en arriver là, il s'est montré singulièrement obstiné. Les juifs d'Amsterdam ne sont pas particulièrement rigides ni sévères. Il y a une cinquantaine d'années qu'ils se sont installés dans la ville, venant pour la plupart du Portugal, comme les Spinoza, où les familles s'étaient réfugiées quand la reine Isabelle avait décidé, en 1492, de les expulser d'Espagne. Ils ne sont pas encore officiellement citoyens hollandais, mais, à titre de « groupe étranger », ils bénéficient de la tolérance religieuse de l'Union d'Utrecht.

De fait, la communauté et ses écoles ont prospéré. Et de nombreux courants d'idées traversent ces groupes de négociants, médecins et banquiers. Pour se faire exclure solennellement, il faut y avoir mis du sien.

Ce n'est évidemment pas mortel, comme de se faire brûler si c'était une affaire d'hérésie catholique à Rome. Sans doute est-ce aussi moins terrible que d'être embastillé ou torturé. Malgré tout, le *herem*, qui existe depuis le début de l'ère commune, est un châtiment grave. Le terme désigne une chose dont on ne doit pas faire usage, ou une personne avec laquelle on ne doit avoir aucun contact.

Par extension, le mot s'emploie pour désigner le texte rédigé pour écarter un membre de la communauté en raison de son inconduite. Celui qui est ainsi frappé ne peut ni vendre ni acheter, ni enseigner ni recevoir un enseignement. Nul ne peut lui adresser la parole et il n'est plus admis à participer à aucun des rites.

Heureusement, cette mort symbolique est généralement temporaire. Dans le cas de Baruch Spinoza, aucune des mesures ne sera jamais rapportée. Et les paroles prononcées sont d'une dureté particulière. Voici ce qu'on commence à lire quelques mots du préambule: « Les Messieurs du Maamad vous font savoir qu'ayant eu connaissance depuis quelque temps des mauvaises opinions et de la conduite de Baruch de Spinoza, ils s'efforcent par différents moyens et promesses de le détourner de sa mauvaise voie. »

On dit que pour tenter de convaincre le jeune Spinoza d'abandonner ses convictions, les rabbins ont discuté pied à pied avec lui. Ses anciens maîtres, ceux de l'école Talmud Torah où il avait été un si brillant élève, qui connaissaient toujours les textes et comprenait aussitôt tous les commentaires, sont venus pour tenter de le faire fléchir, voire de l'intimider. En vain. Ils tentèrent d'obtenir au moins son adhésion de façade: qu'il vienne normalement à la synagogue et l'on ferait comme de si rien n'était. À bout d'arguments, l'un d'eux aurait proposé à Spinoza 1000 florins pour qu'il se fasse voir de temps en temps. Sa réplique: même avec dix fois plus il ne viendrait pas, car il ne cherche que la vérité, non l'apparence.

Il faut donc employer les grands moyens. « Ne pouvant porter remède à cela, recevant par contre chaque jour de plus amples informations sur les horribles hérésies qu'il pratiquait et enseignait et sur les actes monstrueux qu'il commettait et ayant de cela de nombreux témoins dignes de foi qui déposèrent surtout en présence dudit Spinoza qui a été reconnu coupable; tout cela ayant été examiné en présence de Messieurs les rabbins, les Messieurs du Maamad décidèrent que ledit Spinoza serait exclu et écarté de la nation d'Israël à la suite du *herem* que nous prononçons maintenant en ces termes: "A l'aide du jugement des saints et des anges, nous excluons, chassons, maudissons et excérons Baruch de Spinoza avec le consentement de toute la sainte communauté en présence de nos saints livres et des six cent treize commandements qui y sont enfermés. [...]"

« Qu'il soit maudit le jour, qu'il soit maudit la nuit; qu'il soit maudit pendant son sommeil et pendant qu'il veille. Qu'il soit maudit à son entrée et qu'il soit maudit à sa sortie. Veuille l'Éternel ne jamais lui pardonner. Veuille l'Éternel allumer contre cet homme toute sa colère et déverser sur lui tous les maux mentionnés dans le livre de la Loi; que son nom soit effacé dans ce monde et à tout jamais et qu'il plaise à Dieu de le séparer de toutes les tribus d'Israël l'affligeant de toutes les malédictions que contient la Loi. » La fin du document parachève la rupture: « Sachez que vous ne devez avoir avec Spinoza aucune relation ni écrite ni verbale. Qu'il ne lui soit rendu aucun service et que personne ne l'approche à moins de quatre coudées. Que personne ne demeure sous le même toit



INTERNATIONAL PORTRAIT GALLERY

Celui qui est devenu l'un des penseurs les plus importants de l'histoire de l'humanité n'a cessé d'être, à sa manière, seul contre tous. Mais il croyait que c'est le lot de ceux qui s'attachent à la vérité, puisque, comme il l'a écrit lui-même: « Une chose ne cesse pas d'être vraie parce qu'elle n'est pas acceptée par beaucoup d'hommes. »

que lui et que personne ne lise aucun de ses écrits. »

On dit qu'un excité aurait tenté de poignarder ce fier jeune homme. Celui-ci n'aurait été blessé que superficiellement, mais aurait conservé de longues années son manteau troué par le poignard pour se souvenir des méfaits du fanatisme. Qu'a-t-il donc fait pour susciter tant de colère? Avec ses grands yeux noirs, son visage long, sa peau mate, son air si doux, personne ne pourrait l'imaginer dangereux. Il passe d'ailleurs pour très calme, ne se met jamais en colère, ne rit jamais de manière bruyante ou inconsidérée.

Tout le monde sait qu'il est d'une intelligence remarquable, comprend tout très vite et retient l'essentiel avec la plus grande exactitude. Qu'a-t-il dit pour être si rudement traité? Quelles idées lui valent de se retrouver seul contre tous? Le jeune Spinoza a-t-il été exclu de la communauté pour avoir explicitement soutenu que l'immortalité de l'âme est un mythe? Ou bien que Dieu et la nature sont deux noms pour une seule et même réalité? Ou encore que notre volonté n'est pas libre?

C'est probable, mais il n'y a pas moyen de le savoir avec certitude. Faute de documents, nous ne savons pas ce que disait, pensait Baruch Spinoza au moment de son exclusion de la communauté juive d'Amsterdam. Il est possible de le conjecturer à partir de ce qu'il écrira plus tard et des milieux qu'il fréquente à l'époque, mais une marge d'incertitude demeure. On le voit dans une série de cercles connus pour leur critique de la religion, comme l'école de Franciscus Van Enden, où il découvre, en apprenant le latin, les penseurs de l'Antiquité.

Le jeune Spinoza est également en relation, à cette époque, avec des marchands érudits et des médecins formés aux sciences nouvelles, lecteurs de Descartes et amateurs de philosophie. Il baigne évidemment dans le climat d'effervescence intellectuelle et de liberté spirituelle qui caractérise Amsterdam dans le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle.

Seule certitude: il se retrouve seul contre tous, non pour une affaire de mœurs ou une malversation, mais à cause de ses convictions philosophiques. C'est en philosophe qu'il refuse de les abandonner et qu'il assume les conséquences de son exclusion. Pierre Bayle lui attribue même une *Apologie*, aujourd'hui perdue, pour justifier sa sortie de la synagogue.

Selon des témoignages de contemporains, le jeune homme aurait dit, en parlant du sort qui lui était réservé: « On ne me force à rien que je n'eusse fait de moi-même si je n'avais craint le scandale. » Il aurait même ajouté, ce qui ne manque pas d'ironie provocatrice: « J'entre avec joie dans le chemin qui m'est ouvert, avec cette consolation que ma sortie sera plus innocente que ne fut celle des premiers Hébreux hors d'Égypte. »

Spinoza n'est pourtant pas parti. Selon toute vraisemblance, il est resté dans la ville d'Amsterdam, bien que les historiens perdent sa trace quelque temps. Ses amis ont dû subvenir à ses besoins, devenus extrêmement modestes. Il a songé à gagner sa vie comme peintre. Ses capacités en dessin sont connues, bien qu'aucune preuve tangible ne nous soit conservée. Finalement, le philosophe s'est tourné vers l'artisanat scientifique: la fabrication de lentilles pour lunettes et microscopes. Il y acquiert une notoriété importante et peut en vivre durant la majeure partie de son existence.

## Trois formules

Cinq ans après le *herem*, en 1661, on le retrouve établi à Rijnsburg, petite bourgade célèbre aujourd'hui pour sa culture des tulipes, qui est à l'époque un fief de la libre-pensée. On visite encore sa maison: à l'étage, la chambre; au rez-de-chaussée, deux petites pièces. Dans l'une, Spinoza lit et écrit; dans l'autre, se tient son atelier de polissage des lentilles, activité solitaire et précise.

L'artisan-philosophe migre bientôt vers Voorburg. Le mathématicien et astronome Huygens écrit à son frère, en 1667: « Les lentilles que le Juif de Voorburg avait dans ses microscopes avaient un poli admirable. » Dirk Kerkrinck, médecin renommé, écrit pour sa part: « Je possède un microscope de toute première qualité fabriqué par ce Benedictus Spinoza, ce noble mathématicien et philosophe. » Le solitaire, entouré malgré tout d'un cercle d'amis, ne s'occupe pas seulement de verres. Il taille aussi, et polit, et ajuste des concepts.

Habitant de simples chambres meublées, mangeant peu, fumant de temps à autre une pipe avec ses hôtes, il renonce à la succession de son père, refuse l'argent de ses disciples et décline en 1673 l'offre d'une chaire de philosophie à Heidelberg. Car cet obscur devient vite célèbre. Ses entretiens avec quelques élèves aboutissent, en 1661, au *Court traité*, son premier ouvrage oublié. Il rédige le *Traité de la réforme de l'entendement* et travaille, dès cette époque, à l'*Éthique*, dont rien ne sera publié de son vivant. Nombreux et solidaires, les concepts sortant de son atelier philosophique découragent un exposé hâtif. On pourrait malgré tout considérer qu'il y a, dans sa pensée, trois formules liées qui disent l'essentiel.

**Deus sive Natura**, Dieu, c'est-à-dire la Nature. Cette formule constitue le socle, en quelque sorte, de toutes les analyses spinozistes. Le bouleversement dans la conception de Dieu est radical: Dieu n'est plus une personne ni une Providence. Il n'est plus pur esprit ni séparé du monde. Pis, ou mieux, comme on voudra: Dieu-la-Nature n'a ni libre arbitre ni volonté. Substance infinie, sans commencement ni fin, sans extérieur, il englobe tout, et en lui tout a lieu en raison de la nécessité. Il n'y a donc pas d'exception humaine au règne des lois naturelles et du déterminisme.

D'où la deuxième formule-clé: « L'homme est

une partie de la nature. » Là encore, pas d'effet sans cause, de liberté souveraine, de choix arbitraire. Nos désirs comme nos décisions sont déterminés par des causes qui pourront être biologiques, sociologiques, psychiques. Si nous nous croyons libres, c'est que nous ignorons ces causes qui nous déterminent. « L'enfant croit désirer librement le lait. » Les passions des hommes et les effets de leurs désirs ne doivent donc plus faire l'objet de condamnation ou d'éloge mais d'analyse et d'étude rationnelle. Cessons de juger, tentons de comprendre comment ça marche.

Si l'on rapproche, pour finir, la première formule, « Dieu, c'est-à-dire la Nature », et « L'homme est une partie de la Nature », on en déduit aisément que l'homme est une partie de Dieu. C'est pourquoi Spinoza peut écrire: « Nous sentons et expérimentons que nous sommes éternels », et déboucher sur une forme de sagesse où se conjugent rationalité et mystique.

On ne saurait oublier la dimension politique de son œuvre, qui le porte à chercher le type de régime où la pensée n'est pas soumise à l'obéissance. Le *Traité théologico-politique* est le second texte publié avant sa mort, sous un anonymat vite démasqué. Sa question centrale: pourquoi les hommes se battent-ils pour leur servitude comme s'il s'agissait de leur liberté?

Quand il meurt, le 21 février 1677, de phthisie sans doute, Spinoza est suivi, le 25, par six carrosses jusqu'à la fosse commune. Quelques mois plus tard, un don anonyme permet l'impression, sans nom d'auteur ni d'éditeur, de ses *Opera posthuma*, qui regroupent l'*Éthique*, un *Traité politique* (sa dernière œuvre, restée inachevée), le *Traité de la réforme de l'entendement*, ses lettres et un *Traité de grammaire hébraïque*.

Assez pour devenir l'un des penseurs les plus importants de l'histoire de l'humanité sans cesser pour autant d'être, à sa manière, seul contre tous. Mais il pense que c'est le lot de ceux qui s'attachent à la vérité, puisque, comme il l'a écrit lui-même: « Une chose ne cesse pas d'être vraie parce qu'elle n'est pas acceptée par beaucoup d'hommes. »

## Pour en savoir plus

- Colerus, Lucas, *Vies de Spinoza*. Deux des plus importants témoignages de l'époque sur la personnalité du philosophe, dans une réédition contemporaine et accessible (Editions Allia).
- Spinoza et le spinozisme, de Pierre-François Moreau. La meilleure introduction actuelle, par un spécialiste incontestable (PUF, « Que sais-je? », n° 1422).
- Spinoza, de Steven Nadler. L'étude biographique la plus récente et la plus détaillée (Bayard, « Biographie », traduit de l'anglais par Jean-François Sené).
- Parmi les traductions françaises de l'*Éthique*, celle de Bernard Pautrat (Seuil) est l'une des plus recommandables.